

L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

LE CHANGEMENT DOIT PASSER PAR CITROEN

La lutte des travailleurs de Citroën, son issue, ont pris une importance qui concerne désormais l'avenir de tous les travailleurs de ce pays, de tous ceux qui veulent que la France avance dans le sens du progrès.

Comment, en effet, pourrait-on parler de réel changement si la direction de Citroën continue à pouvoir, comme par le passé, imposer son système dictatorial? Si la dignité, les libertés élémentaires, les droits syndicaux continuent à être foulés aux pieds dans les usines Citroën? Chasse aux militants syndicalistes, tabassages, mainmise de l'officine fascisante CSL, cadences infernales, c'est ça le système Citroën. Laisser se perpétuer cela dans le premier groupe industriel privé de France, ce serait accepter que la voie du progrès social soit bloquée. Si les travailleurs de Citroën sont victorieux, ce sont tous les travailleurs de France qui s'en trouveront plus forts.

Car il est clair que le patronat et les forces politiques de droite ont fait de Citroën un enjeu de toute première importance dans leur lutte contre le changement en France. Autour de la direction de Citroën et de sa CSL, s'est réalisé un front anti-changement. Le langage et les moyens employés par la direction de Citroën montrent clairement que ces gens-là sont prêts à tout pour perpétuer leur sur-exploitation. Depuis le début de la grève, à plusieurs reprises des travailleurs ont été agressés par des hommes de main, allant jusqu'à leur lancer des pierres du haut d'un hélicoptère. « Nous sommes en état de guerre » déclare le Pdg de Citroën. Et le CNPF parle quant à lui de « climat de guerre civile ». Pendant ce temps, Pons, secrétaire général du RPR, reçoit officiellement la CSL et lui apporte son appui. Il est vrai que ces gens-là ont beaucoup de choses en commun : à commencer par le SAC, cette association de malfaiteurs dont les crimes nécessitent la dissolution. RPR, SAC, CSL, Citroën... une belle famille.

Voilà quels sont ceux qui se dressent contre les travailleurs de Citroën. Et comment ne pas souligner que ces travailleurs qui jouent aujourd'hui un rôle si décisif pour nous tous, sont dans leur masse des travailleurs immigrés. Plus que jamais, l'unité des travailleurs français et immigrés, l'égalité de leurs droits, sont indispensables pour faire face aux forces réactionnaires. Ce qui divise fait leur jeu, aujourd'hui plus que jamais.

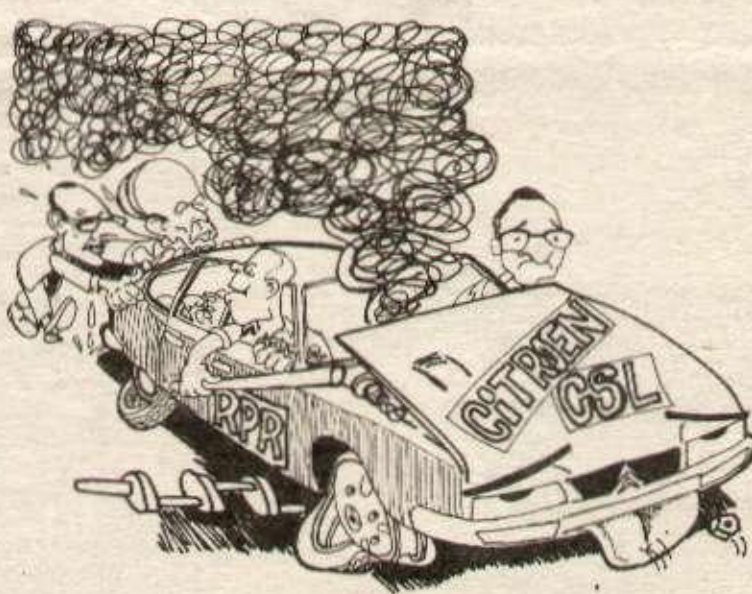
Ces travailleurs de Citroën sont la véritable force tranquille; ils défendent leurs droits, faisant preuve d'un grand sang-froid face aux provocations et aux menaces. C'est autour d'eux que doivent se rassembler tous ceux qui veulent que les changements passent dans la vie.

ARGUMENTS FRAPPANTS



SYNDICALISTE LIBRE et MAJORITAIRE (PARTISAN de L'ECONOMIE LIBERALE)

SYNDICALISTE POLITISE (OPPOSE à L'ECONOMIE LIBERALE)



A l'appel d'une cinquantaine d'organisations

MANIFESTATION

SAMEDI 5 JUIN A 14 HEURES

NI REAGAN, NI BREJNEV

SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES

Avec le PCML
Place Clichy-angle rue de clichy

Repères économiques

DIVERGENCES DES PAYS INDUSTRIALISES SUR LE FINANCEMENT DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

La quinzième réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD) — rattachée à l'organisme international, le Fonds monétaire international (FMI) — vient de se tenir à Manille. Cette réunion a débattu de la reconstitution des ressources du Fonds asiatique de développement chargé de l'octroi des prêts à faible taux d'intérêt aux pays du Tiers Monde. Ce Fonds doit faire face à un « trou » de près de 250 millions de dollars. Cela n'a pas empêché l'impérialisme américain de refuser tout bonnement de fournir des crédits équivalents à sa participation traditionnelle (22,5%) pour ne plus proposer que 520 millions de dollars, ce qui représente une participation de 16%. Position soutenue par son homologue à la sauce libérale : M. Thatcher. Notons que la réduction de la contribution financière US n'a pas modifié pour autant son pouvoir de vote. Si bien que l'on se trouve en face d'un pays bénéficiant d'un droit de vote supérieur à son financement.

En outre, sous le prétexte fallacieux d'harmoniser les taux d'intérêt avec ceux du marché monétaire international, l'administration Reagan a préconisé une participation plus grande des banques privées aux opérations de la BAD. Proposition non dénuée d'un objectif précis de la part de l'impérialisme US : réduire le caractère multilatéral de l'aide au développement en liant davantage encore les pays du Tiers Monde bénéficiaires de l'aide avec les banques privées, tout en renforçant la sélection des pays du Tiers Monde pouvant se voir octroyer cette aide. Par exemple, la junte salvadorienne aurait ainsi les faveurs du FMI en matière de crédits...

Enfin, si Reagan a réduit de 520 millions de dollars sa contribution financière au Fonds, il a proposé sans vergogne une aide économique et militaire de près de 700 millions de dollars au profit de la Corée du Sud, des Philippines, de la Thaïlande et de l'Indonésie, régimes dictatoriaux traditionnellement sous l'obédience de l'impérialisme américain. Voilà un exemple de plus de ce que dissimule le fameux libéralisme reaganien tant invoqué par la droite française.

Face à une telle situation, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada se proposent de constituer une Association internationale de développement bis, excluant les hommes d'affaires US. Ils espèrent par là que ces derniers, mécontents de voir les contrats leur filer sous le nez, fassent pression sur Reagan...

Dans le même temps, s'est tenue, le 12 mai, la réunion du Comité intérimaire du FMI.

Les pays du Tiers Monde ont réclamé une politique économique moins restrictive à leur égard. Tous les pays industrialisés ont repris leur leitmotiv favori : « Patience ». Citons par exemple, le communiqué du groupe des « dix » : « Un assouplissement des politiques déflationnistes pourrait compromettre les résultats obtenus et relancer l'inflation. » D'autre part, à propos des quote-parts (parts des capitaux investis par les pays membres du FMI et qui confèrent à ceux-ci un droit de vote proportionnel à leur contribution financière), les pays du Tiers Monde ont à nouveau réclamé à juste titre un doublement ou triplement de leur quote-part. Ce qui leur donnerait un pouvoir plus important dans les décisions. Là encore, l'impérialisme US a défendu une position très restrictive. J. Delors, quant à lui, a préconisé un relèvement de 100%, se rapprochant de la revendication du Tiers Monde, et l'Allemagne de l'Ouest un relèvement de 25% seulement.

LES NATIONALISEES INCITEES A INVESTIR

Le gouvernement vient de donner son feu vert aux monopoles nationalisés pour qu'ils investissent dans un bref délai.

La politique gouvernementale : faire de ces firmes nationalisées le moteur de l'économie, la base de la relance de l'investissement et, par là, de la conjoncture économique. Ainsi, selon les experts, les 17 milliards d'investissements que représentent actuellement les cinq nouveaux groupes nationalisés (Compagnie générale électrique, CII-Honeywell-Bull, Pechinay-Ugine-Kuhlmann, Thomson, St-Gobain Pont-à-Mousson) pourraient très bientôt passer à au moins 30 milliards. Cela, au regard des augmentations du capital et des modernisations. Par exemple, le trust CGE dans les domaines des télécommunications et de la bureautique, Thomson et CII-Honeywell-Bull dans celui de l'électronique de pointe, St-Gobain en matière de modernisation, de son appareil de production dans le verre et les automatismes, vont bénéficier du soutien financier de l'Etat, dont l'objectif est de stimuler les options d'investissements dans ces secteurs-clés.

Mais le problème de l'emploi reste toujours tout entier posé : le soutien à outrance de l'Etat aux investissements (donc, aux profits) des firmes, qu'il s'agisse des firmes privées ou publiques, ne garantit en rien l'emploi, voire même laisse planer des menaces de licenciements et de dégradation des conditions de travail. Car, modernisations et restructurations passent par des réductions d'effectifs et un accroissement du rythme de travail pour les travailleurs qui restent...

Rubrique réalisée par
Catherine LEMAIRE

ENQUETE SUR UNE TRES CIVIQUE ASSOCIATION

C'est le 17 juin, dernier délai, que la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique doit rendre publique la conclusion de ses travaux. Louis Odru, rapporteur (PC) de la commission, est en train de rédiger. Les parlementaires RPR (4 membres) et UDF (3), pourtant d'habitude si sensibles aux problèmes des libertés et de terrorisme, ont depuis le 19 janvier suspendu leur participation à la commission. 99 personnes ont été entendues par les parlementaires. De son côté, un journaliste, Charles Villeneuve, au cours du journal de 8h, le 21 mai, sur Europe 1, a donné des informations sur l'état des travaux de la commission. D'après lui, les témoignages recueillis par la commission établiraient « une collusion entre le SAC et le ministère de l'Intérieur pour la période antérieure à 1974 ». Toujours selon Villeneuve, Debizet, patron du SAC depuis 69, avait ses entrées au ministère de l'Intérieur ainsi qu'au Service des Renseignements généraux. Il aurait chargé un commissaire de police de faire une enquête sur des gens de moralité douteuse. Toujours selon Europe 1, un magistrat de la cour d'appel de Nancy aurait fait partie du SAC. Un commandant de CRS, à qui une liste d'une trentaine de membres du SAC avait été remise, aurait, sur instruction, demandé à ces hommes de la région lyonnaise de faire une déclaration sur l'honneur et surtout de produire des casiers judiciaires vierges. 22 d'entre eux auraient immédiatement quitté le SAC. Villeneuve a encore cité les dépositions de Foccart, Marcellin et Defferre. Le ministre de l'Intérieur aurait affirmé qu'en 65, le gouvernement français savait que Ben Barka devait être enlevé. Il met en cause Foccart (chef des barbouzes sous de Gaulle) qui serait intervenu auprès de lui, maire de Marseille, pour tenter d'éviter de rendre publique la présence d'anciens détonus des Baumettes parmi les colleurs d'affiches de l'opposition à Marseille. En novembre dernier, Defferre déclarait déjà : « La police a souvent été entravée dans son action par des organismes extérieurs, protégés par les gouvernements précédents... Le SAC a empêché la police et la justice de faire la lumière de certaines affaires criminelles... »

La nature des fuites de la commission d'enquête laisse espérer que le SAC sera dissout. Rendez-vous le 17 juin.

LES DEUX MILLIARDS DE L'AFFAIRE LUCET

La Brigade financière de la police judiciaire de Marseille rechercherait la trace de 2 milliards de centimes dans la comptabilité de la Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône, dont Lucet assumait la responsabilité. Les 2 milliards auraient disparu dans des marchés de gré à gré avec des entreprises fictives par le biais de factures tout aussi fictives. Voilà de quoi intriguer les enquêteurs sur les véritables causes de la mort de Lucet. Les mêmes enquêteurs seraient, selon *Le Canard Enchaîné*, très curieux de connaître l'origine des 10 000 francs mensuellement crédités au compte de Lucet depuis plusieurs mois.

charge les immigrés en situation irrégulière sans trop chercher à connaître la nature exacte de leurs activités ». Derrière cette campagne haineuse, basée sur l'amalgame et la calomnie, le but recherché semble bien être l'interdiction de tout droit d'expression et d'association aux immigrés.

On retrouve à l'instigation de cette campagne — prétendument antiterroriste — tous ceux qui, à droite, soutiennent les nervis de Citroën contre les travailleurs d'Aunay.

Sans Frontières a vivement réagi à ses attaques qui n'ont pas entamé la détermination de ses rédacteurs. Dans un communiqué publié le 15 mai, ils dénoncent « l'insidieuse et continuelle campagne menée depuis plusieurs mois et amalgamant sans vergogne immigration, délinquance, terrorisme. Exploitant quelques attentats récemment commis et déformant la nouvelle politique gouvernementale en matière d'immigration, les meneurs de cette campagne raciste tentent de dresser l'opinion française contre la population immigrée. » Par ailleurs, la FONDA (Fondation pour la vie associative) souhaite « attirer l'attention de l'opinion sur les dangers de totalitarisme et d'aveugles dénonciations que fait peser sur la collectivité nationale une certaine presse qui abuse de la liberté d'opinion pour menacer et notamment la liberté d'association. »

PREMIERS FRUITS D'UNE CAMPAGNE

Les Editions Germinal, locataires des bureaux d'un immeuble du boulevard Saint-Martin, à Paris (3^e), bureau dont ils sous-loquent (régulièrement en vertu d'un contrat agréé par le syndicat) une partie à *Sans Frontières*, viennent d'apprendre que ce contrat est résilié à partir du 1^{er} juillet. Cette décision n'est sans doute pas sans rapport avec la virulente campagne entamée par *Minute* dans son numéro du 10-16 mai contre *Sans Frontières* qui se définit comme « L'hebdomadaire de l'immigration et du Tiers Monde ». Sous le titre : « Ces socialistes qui protègent les terroristes d'Action directe », *Minute* assimilait immigration et terrorisme. On retrouvait dans cet amalgame d'organisations « terroristes », le MRAP, la CIMADE, le FASTI, et même le Secours catholique est montré d'un doigt accusateur : son antenne du 18^e arrondissement « prenant en

Rubrique réalisée par
Léon CLADEL

L'HUMANITE ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET
Directeur politique : Pierre BURNAND
Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI
Commission paritaire : N° 57952 — dépôt légal : 2^eme trimestre 1982.
Téléphone : 16 (1) 893. 87. 16.
Presse d'Aujourd'hui. BP 70 94223 Charenton-le-Pont Cedex

ATTENTION CHANGEMENT D'ADRESSE

Presse d'Aujourd'hui
BP 70 — 94223
Charenton-le-Pont
Cedex

LE CHANGEMENT DOIT PASSER PAR CITROËN

LA DIRECTION DE CITROËN VEUT-ELLE FAIRE INTERVENIR UNE MILICE PATRONALE?

Vous souvenez-vous de l'opération dite « camembert » au cours de laquelle une milice patronale, formée d'ex-parachutistes, avait bouclé la petite ville d'Isigny? Depuis, on a vu se multiplier les interventions policières pour procéder à l'évacuation de grévistes. Le patronat a recours au chantage suivant: si vous ne faites pas intervenir la police, nous ferons intervenir des « vigiles ».

C'est à ce même chantage qu'a recours actuellement la direction de Citroën. Elle demande l'intervention des CRS pour disperser les piquets de grève et comme elle ne l'obtient pas, elle menace de le faire par ses propres moyens comme cela ressort de l'interview du Pdg de Citroën au *Matin*. Elle s'appuie pour cela sur une décision du tribunal de Bobigny autorisant un huissier à faire appel à la police pour permettre l'accès de l'usine d'Aulnay.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement a refusé de céder aux demandes de la direction de Citroën. On ne peut que souhaiter qu'il se maintienne dans ce refus. En tout état de cause, la fonction des piquets de grève est claire: ils laissent entrer les membres du personnel d'Aulnay qui veulent accéder à l'usine et refusent l'entrée aux personnes extérieures à l'usine. Par ailleurs, l'accès à l'usine est totalement libre de 17 heures le soir à 5h30 le matin.

Néanmoins, l'usine est dans l'impossibilité de fonctionner pour la bonne raison que la grande masse des O.S. est en grève. Quand le Pdg de Citroën déclare: « Nous sommes fondés à dire qu'il n'y a pas de grève. Les gens des piquets de grève sont payés pour faire leur travail », il ment.

MENACES

« Citroën est en guerre contre la CGT... Nous sommes en situation de guerre économique, de guerre sociale, peut-être même politique. ... Le personnel qui veut travailler et qui représente la majorité est dans une situation morale très mauvaise. Il se demande ce que nous attendons pour intervenir. C'est peut-être d'ailleurs comme cela que tout va se terminer. »

Jacques Lombard, Pdg de Citroën

« Le CNPF s'élève avec force contre le fait que les décisions de justice ordonnant le libre accès à l'entreprise pour garantir la liberté du travail n'aient pas encore été appliquées. La liberté du travail est un droit fondamental. Le laxisme des pouvoirs publics, dans ce domaine, risque de favoriser un véritable climat de guerre civile. »

Déclaration du CNPF

« Beyrouth ou Paris, le terrorisme frappe aveuglément, semant peur et désordre. Politique ou syndical, il ne peut qu'engendrer l'escalade de la violence... En France, chez Citroën, à Levallois, la première victime du terrorisme de la CGT est tombée... »

Déclaration de la CSL

ET MAINTENANT ILS VEULENT LICENCIER LES DÉLÉGUÉS C.G.T.!

« Est-ce que vous croyez que je serai licencié? » demandait Ghazi à ses camarades d'Aulnay, réunis par centaines, mercredi 19 mai, devant les portes de l'usine. « Non! », « Non! » lui répondaient-ils. « Non, je ne crois pas » concluait-il en rigolant.

Le matin, Ghazi, comme 17 autres de ses camarades d'Aulnay, Levallois et Asnières, avait reçu une lettre de licenciement. Tous sont délégués ou militants CGT. Et depuis, la liste s'est encore allongée, atteignant une trentaine. La levée des licenciements est maintenant devenue une revendication des grévistes, une condition à la reprise de négociations. En frappant ces hommes, la direction a voulu semer la crainte parmi les travailleurs, décapiter l'organisation syndicale.

Mais peut-elle imaginer les liens qui unissent ces hommes à leurs camarades en grève? Jamais Aulnay ne se remettra à tourner sans ces hommes.

Tout leur est bon

Un ouvrier espagnol, âgé de 50 ans, est mort d'une crise cardiaque, le 24 mai, à proximité de l'usine Citroën de Levallois. Aussitôt, la direction de Citroën et sa CSL ont voulu en faire une victime des grévistes, des « commandos de la CGT ».

De nombreux témoignages indiquent qu'il s'agit là d'une exploitation mensongère de ce décès, destinée à semer la haine contre les grévistes et à justifier des violences contre eux.

Un témoin cité par l'Agence France presse déclare: « J'ai vu un groupe d'une trentaine d'hommes qui ne me semblaient pas poursuivis qui remontaient la rue en courant. L'un deux, arrivé à la hauteur du numéro 92, s'est écroulé. Avec deux de ses camarades, je l'ai ramassé et adossé au mur. Il avait le teint jaune mais ne portait pas trace de coups. »

Selon un délégué CFDT qui le connaissait bien pour avoir longtemps travaillé avec lui: « C'était un homme très fatigué, il avait changé de poste, il marchait très difficilement et avait des difficultés pour parler... C'était un homme qui me donnait l'impression d'être très malade. »

La vérité, c'est qu'il faisait partie de ces employés de Citroën sur lesquels la CSL fait pression, y compris en se rendant chez eux pour les faire manifester pour la « liberté du travail ». C'est ce qui s'est produit le 24 mai. Et Manuel Pimentel Toribio est mort, accidentellement, d'une crise cardiaque.

Comme est mort, accidentellement, un ouvrier gréviste, d'Aulnay, très actif, renversé par une voiture.

CSL à la poubelle!

On ne compte plus les violences commises ces dernières années par les hommes de main de la CFT, rebaptisée CSL, appointés par les directions de Citroën et Peugeot.

Faut-il rappeler le viol d'une jeune fille, à Issy-les-Moulineaux, par un de ces commandos?

Faut-il rappeler l'assassinat, à Reims, de Pierre Maître par Leconte, responsable CFT et ex-garde du corps de Peyrefitte?

Faut-il rappeler que des dirigeants de Citroën prévenus par Leconte qu'il venait de commet-



La main dans la main: Pons, secrétaire général du RPR, et Blanc, dirigeant de la CSL.

tre son crime, lui ont conseillé de garder le silence?

Sous le sigle CSL, les mêmes méthodes terroristes et violentes se sont poursuivies. Il ne s'agit en aucun cas d'une organisation syndicale mais d'une milice pa-

tronale qui tombe sous le coup de la loi de 1936 contre les ligues armées.

« CSL, à la poubelle! » disent les grévistes d'Aulnay qui, dans leur chair, savent ce que CSL veut dire.

Quelques-uns des délégués que Citroën veut licencier.



Ghazi Akka



Christian Bonnin



Yves Léger



Mohamed Oufkir



Oui, il existe un « système Citroën », fait pour exploiter au maximum les travailleurs; il repose sur une savante organisation de la répression. « Travaille et tais-toi » telle est la devise.

Voici quelques témoignages sur certains aspects de ce système. Ils ont été fournis notamment par Yves Léger, secrétaire du syndicat CGT d'Aulnay, Himiche Yaya, délégué CGT, des travailleurs africains d'Aulnay ainsi que par des responsables syndicaux de Seine-Saint-Denis.

LE SYSTEME CITROEN « TRAVAILLE ET TAIS-TOI ! »

Lundi 24 mai, 17 heures : comme chaque jour, les travailleurs d'Aulnay font le point de la journée. Un responsable syndical s'adresse à ses camarades. Il faut préparer la grande manifestation unitaire qui va avoir lieu dans deux jours. Et en chœur, comme un chant, repris par un millier ou plus de voix, on s'amuse à répéter les slogans qui parcourront Paris : « Citroën doit négocier! CGT va gagner! CSL à la pou-belle! »... Demain, une nouvelle journée de grève commencera.

Accidents du travail, connais pas ...

« L'état des malades est souvent laissé à l'appréciation des chefs de secteur, pas du médecin, qui décide si c'est grave ou pas; il y a des travailleurs qui sont rentrés chez eux, c'était des morts vivants. Quand on habite à l'autre bout de Paris, il fallait déjà quitter l'entreprise, attendre le bus et aller chercher le train, traverser tout Paris, alors qu'il y en avait qui avaient des blessures assez graves. Le deuxième barrage se trouve à l'infirmerie où on a une médecine patronale très ancrée dans le système : "Tais-toi et produis". Quand ils sont blessés ou malades, les autres, en dehors des O.S., ont le droit d'être ramenés à leur domicile. Ce que les O.S. réclament c'est de pouvoir être ramenés eux aussi soit en taxi soit en ambulance, selon la gravité. »

« Il y a quelques mois, j'ai eu un accident. J'ai mal encore. Mais le médecin du travail ne m'a pas accepté. Il m'a dit : "Ça arrive à tout le monde, c'est une maladie". Je lui ai dit : "Non, ce n'est pas une maladie, c'est un accident. C'est un chariot qui est tombé sur la chaîne et m'est retombé sur la jambe." Le chef a dit : "Non, ce n'est pas un accident." »

« Un travailleur marocain a une cicatrice à la main de quinze centimètres, il a des douleurs; il n'a pas été pris en compte du travail, mais en maladie. »

« Moi aussi, ça m'est arrivé. Je me suis cassé le doigt. Le chef a dit : "C'est pas grave". Je lui ai dit : "Avant de dire que ce n'est pas grave, il faut passer une radio". Puis il m'a donné un laissez-passer et je suis parti à l'infirmerie passer une radio où on a trouvé que le doigt était cassé. L'agent de secteur est venu me voir et m'a dit : "Ce n'est pas la peine de vous faire un arrêt de travail; vous restez ici, vous pouvez faire des commissions, ramasser des papiers". J'ai dit : "Non, j'ai pris un arrêt de travail". Au moment où j'ai pris l'arrêt de travail, il m'a envoyé à Aulnay. Je travaillais à Asnières. C'était la punition. »

« Moi aussi, en 1978, on m'a changé de poste plusieurs fois. Comme je n'ai pas pris la carte CSL, chaque jour on m'a changé de poste. J'ai eu un accident. Mon doigt coulait le sang. Après, j'ai dit au chef : "Je suis malade, je vais à l'infirmerie". Il m'a donné un laissez-passer. A l'infirmerie on m'a dit : "Ou bien tu travailles avec ça ou bien tu retournes chez toi". J'ai dit : "Comment je peux travailler avec ça?" "Ton chef m'a téléphoné, il m'a dit que ce n'est pas grave". L'infirmerier m'a dit : "Tu va voir ton chef, après tu retournes chez toi". J'ai dit : "Tu pars chez toi". Je suis parti. Je suis allé à l'Hôtel-Dieu où on m'a fait une déclaration. Quand je suis retourné à l'usine on m'a dit : "Tu feras les pièces avec une seule main". J'ai refusé. Un agent de sécurité est venu et m'a dit : "Si tu ne travailles pas, tu peux partir". Je lui ai montré ce que l'hôpital m'a donné; il a dit : "Ce n'est pas grave ça". Il m'a dit : "Tu n'as pas ta place chez Citroën. Tu as fait un an; tu as eu un accident que tu veux aggraver, on ne peut pas te garder". »

LA HIÉRARCHIE RÉPRESSIVE

« Il y a des responsables de groupes, chefs d'équipes, contre-maîtres, chefs d'ateliers. C'est une hiérarchie de travail normale. Et à côté de cette hiérarchie, il y en a une autre, que je qualifierai de hiérarchie répressive. Il y a le chef de secteur, l'agent de secteur qui, eux, sont liés directement à la direction. Il y a le directeur de toute l'usine qui patronne chefs de service, contre-maîtres et, parallèlement, il y a le directeur du personnel, le directeur du personnel horaire, le directeur du personnel administratif et en-dessous il y a les agents de secteur et les chefs de secteur. Il y a donc deux hiérarchies : celle qui s'occupe du travail et les autres qui se disent « sociaux ». L'agent de secteur est maintenant appelé « agent de gestion du personnel ». Si vous avez un problème, vous ne le réglez pas avec le chef d'atelier. Vous allez voir le chef d'atelier, il vous dit : attendez, je vais voir l'agent de secteur. Nous, nous disons, cette hiérarchie il n'y en a pas besoin, il faudrait la remettre à la place où elle était avant, qu'elle devienne productive. Cette hiérarchie descend encore plus bas : certains règleurs ne touchent jamais rien; ils sont là uniquement pour la propagande. Il y a des gens qui se balladent toute la journée. A Aulnay, sur 6 500, cette hiérarchie répressive varie entre 3 et 400 personnes. »

La direction n'a pas confiance dans la hiérarchie classique; ce sont des gens qui connaissent leur travail. Alors que là, on retrouve des agents de secteur d'anciens O.S. qui, par exemple, au Portugal, appartenaient anciennement à la police politique, la PIDE, du temps de Salazar. Les interprètes sont désignés par la direction, ce

Les cadences qui brisent

« On faisait quarante heures avec une charge de travail qu'on considérait déjà à saturation; il y a eu les 39 heures, alors Citroën a réglé ça à sa manière : on fait en 39 heures ce qu'on faisait en 40 et à partir de là mi-mars ils ont augmenté encore les cadences. Il y a trois ans, on faisait 800 véhicules à Aulnay, par jour, avec 8 500 travailleurs; on fait maintenant 850 véhicules avec 6 500 travailleurs. »

A un poste de soudeur, à la mi-mars, alors qu'il faisait en 39 heures ce qu'il faisait en 40 avant, il avait de 130 à 150 pièces à faire, à partir de là mi-mars, il s'est retrouvé avec 230-250. Avec menaces : si tu ne fais pas tes 230 ou 250 pièces tu vas avoir ta paie baissée, c'est-à-dire suppression du boni. Voilà des travailleurs qui avaient 300 francs de boni, ils se sont retrouvés avec 8,96 francs ! Et Citroën avait l'air tout surpris que la grève éclate. »

« S'il y a six postes, un groupe de postes, pour faire une pièce ou un ensemble de pièces, pour sabrer le gars, pour qu'il n'y arrive pas, on lui donne six postes à lui tout seul. C'est impossible qu'il y arrive. Comme il n'y arrive pas, on lui dit : si tu n'es pas content, tu t'en vas. Sanction sur la paie et en plus le gars est traité de « fainéant ». Il suffisait que le gars n'ait pas repris sa carte CSL et il aboutissait à ce poste; soit il s'en allait, soit il avait une sanction sur sa paie, sans compter les insultes. On le mettait à ce poste-là pour qu'il ne puisse pas communiquer; quand vous avez six machines à vous occuper, ce n'est pas possible de communiquer avec le groupe d'à-côté. Si le gars veut aller dire deux mots à son copain d'à-côté, il y a tout de suite un chef qui arrive : Tu as abandonné ton poste. »

« Le premier jour, nous étions cinq personnes; après ils en ont retiré un; le chef de secteur m'a dit que j'avais parlé avec la CGT, que j'avais fait un acte grave. Je n'arrivais pas à faire les cadences. Tous les jours, ils en donnaient plus. C'était au montage, à la première finition. A la fin, il n'y avait plus que moi pour faire le travail de cinq. Après trois semaines, j'ai été obligé de m'arrêter. »

qui fait que pour toute intervention auprès de la direction, il y a tout de suite l'interprète qui est là. Il y a, par exemple, un Turc, bien connu pour être un fasciste dans son pays; ou encore un Yougoslave qui est un fasciste, un oustachi. »

L'ISOLEMENT

« L'entreprise est très grande, c'est un moyen d'isolement. Quand on se met sur un travail-

leur, par exemple à la sellerie qui est à un bout de l'usine, et qu'il semble qu'il commence à y avoir un mouvement de solidarité vis-à-vis de lui, on le fait passer de l'autre côté de l'usine, on le ferrage par exemple et il est complètement isolé. Il y a la déportation d'usine à usine mais aussi à l'intérieur de l'usine. Quand vous arrivez dans un environnement pas connu, le travailleur ne se sent pas en sécurité. C'est répété assez souvent. »

Sur la chaîne, vous avez certains groupes de travail. Eh bien on met un Africain, un Maghré-

bin, un Turc, un Asiatique; ils ont déjà beaucoup de mal à s'exprimer en français, comme cela il n'y a pas de contacts entre eux. En plus, comme ils ne se connaissent pas, il y a de la méfiance. Ils ont créé tout ce climat qui d'ailleurs a sauté avec la grève. Pendant des années ça a duré. A chaque fois qu'il y avait un vote, on considérait qu'il y avait 500 personnes qui étaient déplacées dans l'usine, d'un bout à l'autre, brassées. Celui qui devenait rébarbatif et qui était sur la chaîne, se retrouvait à charger des voitures sur les quais et celui qui était sur les quais on le mettait à une pince à souder avec trois-quatre jours pour apprendre et faire le boni. »

ils auront une conception de recherche de main-d'œuvre de travailleurs immigrés, en fonction aussi de ce qui se passe dans ces pays. »

HORS DE L'USINE AUSSI

« La direction, avec son officine, fait aussi pression sur les familles et sur les foyers de travailleurs. J'ai souvenir d'avoir été à un foyer du côté de Sarcelles, où je voulais prendre contact avec des travailleurs immigrés un dimanche; impossible de rentrer dans le foyer. A l'extérieur de l'entreprise, il y a toute une série de contrôles qui font pression sur les gens. Y compris sur les familles. Dès qu'il y a une demande, on s'adresse à l'agent de secteur. Et avant d'obtenir quoi que ce soit, on fait le tour de tout, de la famille, des enfants. Il faut savoir que depuis le conflit il y a des candidats qui ont des visites où on leur a proposé 6 000 francs; on voulait également voir la femme et discuter avec elle pour lui dire que ce que le mari faisait ce n'était pas bien. »

« Les travailleurs français chez Citroën ont les mêmes pressions. Celui qui voulait un prêt, il lui fallait la carte CSL et puis après, à chaque fois qu'il voulait relever un peu la tête, on lui disait : « on t'a prêté du fric... » »

LA LOI DU SILENCE

« Je prends le car Place de la Nation tous les matins avec les travailleurs. Avant le 23 avril, je montais dans le car avec les travailleurs immigrés, on aurait entendu une mouche voler. Ils dor-

Libertés : les blocages de la direction

Au cours des négociations auxquelles vous étiez présents, la question des libertés a été le principal point de blocage de la part de la direction. Pouvez-vous préciser le contenu des revendications de la CGT à ce sujet ?

Nous avons demandé des arrêts de chaîne pour les élections, des trous de chaîne et des volants; la direction nous a renvoyé à des problèmes techniques. Elle se contente de faire une déclaration d'intentions sur la liberté de vote en disant que ça se passerait comme d'habitude et qu'elle mettrait à notre disposition des "volants". On a essayé de raisonner comme elle, techniquement : si on veut faire passer x travailleurs en tant de temps, il faut x volants pour libérer des travailleurs; nous avons donc proposé un planning; elle refuse tout cela. Elle nous met le paravant des problèmes techniques mais quand nous-mêmes nous lui posons d'une manière technique, pratique, concrète, les possibilités réelles qui s'offrent aux travailleurs, elle nous dit uniquement ses intentions.

Le mandataire de justice, M. Malaval, qui est un haut fonctionnaire, a fait la même proposition qui a été faite à Talbot, à savoir que les bureaux de vote soient

composés d'une personne par organisation syndicale, ce qui permettrait que tout le monde soit présent dans les bureaux de vote au-delà des délégués de listes. La direction a refusé.

Actuellement, les organisations syndicales représentatives n'ont pratiquement aucun moyen dans l'entreprise. Nous avons demandé qu'avant le vote, il y ait un crédit d'heures pour les organisations syndicales, qu'au moins on puisse avoir quelques moyens et qu'en tous les cas, au moins le jour du vote, nos candidats puissent circuler librement dans l'entreprise en étant payés; comme cela se pratique dans presque toutes les entreprises du département et de France où les élus sortants et les élus entrants ont une journée sans perte de salaire et peuvent participer à la bonne organisation du vote. La direction a refusé.

Il y a donc une accumulation de choses comme cela qui touchent au problème de la démocratie qui font partie des choses habituelles de toute élection.

Nous avons déjà eu des contacts avec le directeur départemental de la main-d'œuvre et la direction Citroën, avant le conflit; il avait été convenu qu'il n'y aurait pas de décompte de voix

en-dessous de 10%. Avant, ça permettait de faire voter des gens de la CSL à la CGT, par exemple, et de faire sauter nos têtes de liste. Cette fois-ci la direction a refusé.

Au-delà du problème des élections, si vous prenez les négociations de Javel, vous pouvez rendre compte que, même si ça ne touche pas directement à un problème de liberté, ça effleure d'un point de vue revendicatif. Elle a refusé tout ce qui est nécessaire pour une bonne connaissance du niveau des salaires. Chez Citroën, il n'y a pas de grille de salaire ou du moins elle ne la communique pas. Sur la feuille de paie, pour la prime d'équipe vous avez un nombre d'heures et un total financier au bout, mais sans savoir quel est le taux horaire de la première équipe ou de la deuxième équipe. Vous vous apercevez également que sur une partie mobile qui représente 1/5, 1/6 du salaire, c'est marqué « partie mobile » mais les travailleurs, individuellement, ne connaissent pas la codification de cette partie mobile. Dans la partie revendicative, il y a donc toute une série de choses qui sont liées au problème des libertés; c'est une question de connaissance de ses droits élémentaires.

tous ensemble maintenant. »

« Les mêmes personnes que je rencontrais au marché, à Paris, qui me causaient, ne me causaient plus dans l'entreprise. Ils disaient : "Tu comprends pourquoi je ne te cause pas?" »

« Personne ne parlait avec moi; un gars est venu me parler, tout de suite, ils ont envoyé l'agent

de secteur. A la cantine, le premier jour, il y avait beaucoup de monde à ma table. Le lendemain, j'étais tout seul. J'ai demandé à un copain pourquoi. Il m'a dit : "L'agent de secteur et le contre-maître m'ont dit, attention ne mange pas avec lui." »

39e CONGRES DE LA CFDT

QUELLES LIMITES AUX NOUVELLES SOLIDARITES ?

Cette semaine se déroule, à Metz, le 39^e Congrès de la CFDT.

Compte tenu de la période — un an après l'accession de F. Mitterrand à la présidence de la République et des grands partis de gauche au gouvernement —, compte tenu aussi de la place particulière de la CFDT sur l'échiquier syndical et aussi politique, ce congrès revêt évidemment une importance qui ne peut échapper à aucun observateur ni d'ailleurs à tous les travailleurs de ce pays.

On peut s'attendre, comme c'en est la coutume (renforcée lors des précédents congrès d'Annecy, puis de Brest) à des débats serrés, notamment sur la question des nouvelles solidarités, à travers, par exemple, les positions concrètes par lesquelles la direction confédérale a traduit cette orientation sur le problème de la durée du travail.

De récents (et bien opportuns...) sondages sont venus donner à cette orientation l'aval d'une « majorité de Français », en même temps qu'elle recevait le soutien appuyé de deux ministres, et non des moindres : Michel Rocard et Jacques Delors.

Ce qui d'ailleurs ne suffit pas à en démontrer la justesse du point de vue des intérêts des travailleurs.

Débats serrés aussi, sans doute, sur la question de l'unité syndicale ou du rôle de la CFDT dans l'expérience actuelle, par rapport au pouvoir (auquel la CFDT a fourni, pour ne parler que des plus importants, trois de ses principaux responsables : Michel Rolant, Jeannette Laot et Hubert Lesire-Ogrel)...

On peut s'attendre aussi à ce que, au-delà de ces débats, reflets d'une réelle diversité (que les ambitions d'homogénéisation n'ont pu effacer), l'orientation confédérale l'emporte, sans que soient dépassées pour autant les contradictions qui continueront par la suite à se traduire par une diversité de pratiques (diversité que, au-delà des cas où elle ne répugne pas à

pratiquer l'exclusion, la direction cégétiste tolère et supporte, même si ce n'est pas toujours de bon gré).

Cette orientation, en ce qu'elle comporte à notre avis de graves complaisances à l'égard du patronat, du système d'exploitation en général, n'est pas sans dangers pour les travailleurs. Sur de tels points (que la conception des nouvelles solidarités met en lumière), le caractère plus ou moins limité du succès de l'orientation confédérale n'est pas sans incidence sur l'étendue et la profondeur de son application : une orientation votée à 60% ou à 80%, ce n'est pas la même chose... De ce point de vue, les résultats du congrès présenteront une signification certaine.

Sur d'autres problèmes, la CFDT a eu une attitude claire et positive, selon nous : c'est le cas à l'égard du combat de la classe ouvrière et du peuple polonais, et de sa brutale répression ; c'est le cas sous certains aspects au sujet des droits des travailleurs.

D'une manière générale, la CFDT reste libre des contingences et impératifs de tel ou tel parti, libre aussi (mais quel est aujourd'hui le degré de cette liberté?) des contraintes du pouvoir.

Cette liberté (relative) qui en même temps met à l'écart des éclaboussures de certains modèles, restera un des éléments de sa cohésion et en même temps la source d'une réflexion qui n'est pas sans richesse : hier sur l'autogestion par exemple, ou aujourd'hui sur les mutations sociales...

Mais ce qui importe, ce sont les orientations et actions qui en découlent...

Souhaitons, de ce point de vue, que ce congrès soit le plus profitable possible pour l'intérêt de classe des travailleurs et leur unité.

G.C.



POUPEES BELLA / PERPIGNAN

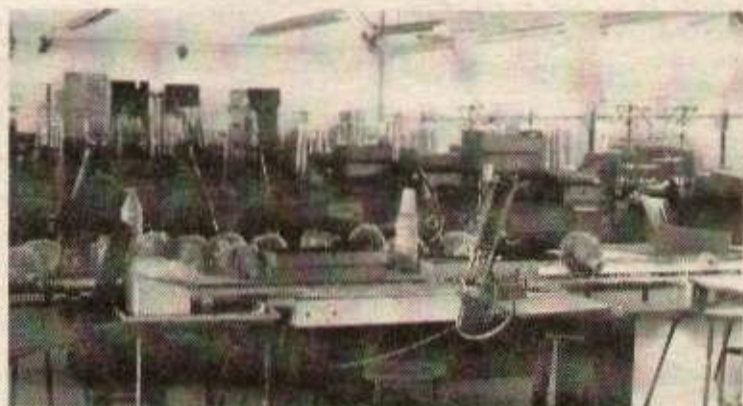
Le plan Berchet ou le mauvais choix

La plus grosse entreprise du département des Pyrénées orientales : un millier de travailleurs ; la dernière entreprise du jouet de cette taille en France : un million de poupées sur trois millions de poupées vendues dans le pays chaque année, une bataille acharnée depuis 5 mois des travailleurs et du syndicat CGT (85% des voix), telle est l'usine des poupées Bella à Perpignan où la situation est très tendue : le 19 mai mise en chômage technique de tout le personnel, le 1^{er} juin licenciement de 560 personnes. Ces échéances, les ouvriers de Bella les refusent, ils ne veulent que le droit légitime de « travailler et vivre au pays ».

Depuis un certain temps déjà, les patrons de Bella (Wasag, groupe allemand de la chimie) n'investissent plus dans l'usine, la production de poupées type Bella, n'était plus jugée assez rentable : l'unité de production était condamnée à mort et les 1 000 ouvriers au chômage. Dès l'annonce de la fermeture, les travailleurs occupent l'usine, le 17 décembre. Le mouvement mené par l'intersyndicale CGT-FO est suivi à 100%. En plus du dépôt de bilan, la direction avait annoncé qu'elle ne pouvait payer ni les salaires ni les primes, soit un montant de 4 millions de francs. L'Assedid parle de paiement peut-être en janvier ou février. Mais la séquestration du directeur rend tout le monde plus raisonnable : les travailleurs seront payés le 23 décembre et peu après un administrateur provisoire est nommé pour trois mois par le CIASI (Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

Le 15 février, nouvelle menace de fermeture, nouveau succès des travailleurs ; Jacques Delors prend alors des engagements : l'entreprise ne fermera pas le 15 février, des fonds seront débouqués (19 milliards) pour la reprise de la production.

Mais, fin février, la situation se dégrade. La CGT déclare : « On enregistre aujourd'hui 2 millions de pertes mensuelles et la désorganisation du



travail. (...) Si ça continue fin avril, 8 millions auront été dilapidés. Le but, c'est de faire croire que Bella, malgré l'aide financière, ne peut pas vivre avec tous ses emplois. C'est faux !... »

Le 3 mars, alors que les travailleurs manifestent devant la préfecture, les CRS répriment durement. Partis de gauche et syndicats soutiennent et participent à une grande manifestation de protestation.

En janvier, notre parti s'interrogeait : « La classe ouvrière, les travailleurs de notre région ont les yeux fixés sur ces entreprises (Sud Couleur Montpellier et Bella Perpignan) qui ont en quelque sorte valeur de test après le 10 mai, quelle en sera l'issue, qui va l'emporter ? »

La solution choisie par les pouvoirs publics à ce jour, « le Plan Berchet », n'est pas favorable aux travailleurs :

— 560 licenciements sont prévus pour le 1^{er} juin (suppression de tout le travail à domicile, licenciement de toutes les personnes de 55 ans et plus) ;

— 305 personnes seront gardées dont 150 à la production, 155 feront une FPA ; et encore le nouveau patron, Berchet, « ne garantit pas le succès de l'opération » ; c'est-à-dire qu'il ne garantit pas l'emploi de 305 personnes ! Et pourtant le montage financier octroyé par les banques nationalisées à M. Berchet est de 5,3

milliards ! Quant à l'implantation d'un hypermarché qui emploierait 300 à 350 personnes licenciées à Bella, personne n'y croit. La CGT déclare : « Le Plan Berchet est un plan de liquidation, l'hypermarché une carotte pour nous faire avaler la pilule. »

Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi le plan Berchet alors que la CGT présentait un plan élaboré en collaboration avec des experts, garantissant les 1 000 emplois et ne coûtant que 2 millions ? Pourquoi ce choix, alors que les syndicats CGT, CFDT, FEN, les élus du département, le Parti socialiste et le Parti communiste se sont déclarés opposés à ce plan ?

Les travailleurs de Bella lors de la journée « portes ouvertes » du 15 mai, ont accueilli avec colère et amertume les responsables du PS venus les soutenir ; quand les paroles ne correspondent pas aux actes, que les promesses ne sont pas tenues, les travailleurs se posent des questions...

Mais il n'est pas trop tard, 5 mois de lutte ont prouvé que les « Bellas » ne se laissent pas faire. Aujourd'hui plus que jamais, « nous devons tout faire pour que le gouvernement revienne sur sa décision... Tous ensemble nous pouvons faire pression pour que les travailleuses et travailleurs de Bella et leur syndicat CGT deviennent rapidement un véritable interlocuteur pour le gouvernement. Le plan CGT doit être discuté avec les ministères concernés... » déclare la CGT.

Autour de la lutte des « Bellas » la solidarité doit se renforcer : populariser leur lutte dans toute la région comme l'ont fait les mineurs de Ladrecht en 80-81 ; c'est là une déclaration d'un membre du Comité régional CGT qui doit se concrétiser. Ensemble, les syndicats CGT, CFDT, FEN, les partis de gauche, les élus qui ont soutenu et qui soutiennent les travailleurs contre les licenciements représentent une force considérable ; les travailleurs de Bella n'iront pas rejoindre les 13 000 chômeurs du département. Notre parti, quant à lui, reste et restera aux côtés des Bellas pour l'emploi de tous* et continuera à prendre des initiatives pour développer la solidarité.

Correspondante Montpellier

*Plusieurs articles sont déjà parus dans notre journal relatifs à la lutte des Bellas dans les mois précédents.

DIMANCHE 6 JUIN - DE 10 A 20 HEURES

FETE DE L'HUMANITE ROUGE

PARC DES LOISIRS DE VALABRE (Route de Luynes à Gardanne)

— C'est 10 heures de spectacle non stop avec :

Gilles Servat qui viendra de Bretagne chanter avec la force qu'on lui connaît l'amour, la vie, la lutte.

Daniel Daumas, le chanteur occitan

Le Théâtre des Flamants avec sa dernière création

Christian Barbie et Philippe Lavigne deux auteurs compositeurs de la région

Un groupe de chants et danses des Comores

Un groupe irlandais

La chorale la Communarde qui nous vient de Rodez

Le bastingué de la Haute Vallée de l'Arc qui animera le bal

— C'est des forums, avec notamment :

L'histoire du mouvement ouvrier dans notre région avec la participation de Lucien Gaillard auteur de « La vie quotidienne des ouvriers provençaux au XIX^e siècle ».

Les maladies professionnelles avec la participation de travailleurs de la Navale, de syndicalistes et de médecins.

— C'est des stands avec :

Une cité du Tiers Monde pour les associations de solidarité, les associations de ces pays, les associations d'amitié.

Un carré des radios libres : toutes les radios de la région sont invitées

Un espace pour les associations populaires et culturelles les plus diverses

— C'est encore :

Une exposition d'affiches palestiniennes, des jeux pour grands et petits avec notamment un lacher de ballons et un concours de boules, un buffet, une buvette, une crêperie.

— La fête de Valabre enfin, c'est surtout :

Le rendez-vous de tous ceux qui par leurs luttes et par leur vote du 10 mai 1981 ont chassé la droite du pouvoir et désirent que le changement passe enfin, ceux qui ne se résignent pas à le voir piétiner.

Valabre 82, c'est la fête de l'espoir.

MALOUINES

«J'ai honte d'être anglais...»

Le numéro de mai de *Class Struggle*, le mensuel de l'organisation marxiste-léniniste britannique, Revolutionary Communist League, consacre un long éditorial à la question des Falklands. Nous en publions ci-dessous les extraits les plus importants.

Nous sommes opposés au colonialisme britannique. La Grande-Bretagne n'a rien à aller chercher dans d'autres pays, encore moins à occuper d'autres pays ou parties de pays. Les Malouines ont été volées au peuple argentin à un moment où l'impérialisme britannique était en pleine expansion et conquérait des points stratégiques dans le monde entier. Les Malouines sont argentines et pas britanniques. Lorsqu'en 1816, l'Argentine a conquis son indépendance sur l'Espagne au moyen d'une guerre révolutionnaire, les Malouines devinrent une partie du nouveau pays. En 1833, les îles ont été occupées par le colonialisme britannique. Depuis lors, c'était une des grandes aspirations nationales du peuple argentin que de réunifier un jour leur pays en exigeant les îles. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la question des Malouines dépasse toutes les frontières politiques en Argentine. Les dirigeants des partis politiques et les syndicats, qui ont mené la lutte contre la junte militaire, ont tous soutenu la reconquête des Malouines.

SOUTIEN AU TIERS MONDE

Mario Firmenich, le dirigeant des Monteneros, la plus grande organisation de guérillas de gauche, a appelé ses partisans à manifester à Buenos Aires pour défendre les Malouines contre l'agression britannique. Le mouvement des pays non-alignés (qui s'est formé dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie) a soutenu à plusieurs reprises les revendications argentines sur les îles. Les Nations Unies ont soutenu, dans leur commission de décolonisation, nombre de résolutions appelant à mettre fin à la domination coloniale sur ces îles. La Chine socialiste a déclaré : « C'est une position fondamentale de la Chine que de s'opposer à l'hégémonie et au colonialisme et de soutenir les nations du Tiers Monde dans leur lutte... Les sentiments nationaux du peuple argentin pour acquérir son indépendance nationale sont compréhensibles. La revendication argentine de récupérer la souveraineté sur les Malouines ne pourra que gagner soutien et respect... »

Nous sommes du côté du peuple argentin, du Tiers Monde, et des pays socialistes. Les communistes britanniques doivent s'opposer à l'ultra-chauvinisme et à



l'hystérie guerrière contre l'Argentine. Les navires de guerre britanniques doivent être retirés!

FIASCO BRITANNIQUE

Dans cette période de crise, l'impérialisme britannique a trouvé, une fois de plus, son plus fervent défenseur dans la personne du Parti travailliste. Michael Foot (le dirigeant du Labour Party socialiste - NDLR) qui aime à se qualifier lui-même « d'homme de la paix » a surpassé Thatcher dans ses déclarations belliqueuses. Il a été encensé par les parlementaires conservateurs pour son « patriotisme ». Tony Benn (le dirigeant de l'aile gauche du Labour, et traité de « charlatan » dans l'article - NDLR) a déclaré que la flotte britannique devait se retirer - mais seulement parce que sinon la Grande-Bretagne pourrait connaître la défaite et l'humiliation et que pour un bon Britannique, c'est la dernière chose qui peut arriver! Reg Race, un parlementaire de gauche, membre important du Labour, a déclaré à propos de l'action argentine : « Il est évident qu'il s'agit ici d'une agression militaire d'un Etat fasciste ».

Le Parti communiste britannique a écrit une lettre à Thatcher dans laquelle il « condamne l'occupation argentine »...

DROITS DÉMOCRATIQUES

Aujourd'hui, la Grande-Bretagne se dit très soucieuse des

droits démocratiques (même du droit à l'autodétermination) des habitants des îles. La Grande-Bretagne découvre aujourd'hui que l'Argentine est gouvernée par des fascistes. Lorsque Londres armait la junte, entraînait son personnel militaire et fermait la porte aux réfugiés argentins, jamais il n'a été mentionné que l'Argentine était dirigée par des fascistes. Les habitants des îles sont « britanniques », dit-on, mais nombre d'entre eux n'ont même pas l'autorisation de s'installer en Angleterre sur la base du Nationality Act raciste. Les habitants de l'île n'ont jamais eu aucun droit démocratique. La plus grande partie de l'île est propriété de la British Falklands Company, une filiale de la British Coalite Monopoly. Cette société emploie la moitié des habitants de l'île. Les habitants de l'île n'ont même pas le droit d'élire leur propre conseil législatif. 40% des membres de ce conseil (plus le gouverneur) sont nommés par Londres, et, jusqu'à il y a peu, la majorité était nommée à partir d'ici. De plus, c'est un vieux truc colonialiste d'implanter des colons dans un pays étranger et d'exiger ensuite le droit à l'autodétermination de ces colons. En témoignent les loyalistes en Irlande du Nord, les sionistes en Palestine, les Bantoustans en Afrique du Sud.

CONSÉQUENCES EXTREMES

Si l'Argentine défait avec succès les Britanniques, quelles en seront les conséquences? C'est la

question que se posent aujourd'hui les porte-parole de l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle le parlementaire conservateur Neville Trotter lie tout d'un coup les Malouines à Hong-Kong, Gibraltar et évidemment à l'Irlande du Nord. Si la Grande-Bretagne parvient à faire subir une défaite à l'Argentine, elle sera encouragée à maintenir sa mainmise sur les restes de son empire colonial (en utilisant le chauvinisme et le racisme actuellement réveillés), elle poursuivra son offensive politique et économique contre la classe ouvrière britannique et les peuples opprimés en Grande-Bretagne. Mais si la Grande-Bretagne perd la partie, les peuples dans le monde et en Grande-Bretagne même qui luttent contre l'impérialisme britannique, seront encouragés.

SUPERPUISSANCES

Plus un conflit traîne, plus les deux superpuissances (et les deux ont des intérêts énormes dans la région) pourront s'y ingérer et plus la paix mondiale sera en danger.

L'enjeu du conflit : influence politique, situation stratégique, réserves de pétrole et accès au pôle Sud avec son potentiel de richesses naturelles et d'aliments de grande qualité, notamment le krill (crustacé). Les tentatives de prolonger la vie de l'impérialisme britannique contribuent directement au renforcement de l'hégémonie des deux superpuissances.

CHILI

DEUX PRISONNIERS POLITIQUES EN DANGER DE MORT

Le Comité Chili-Amérique latine nous a adressé le communiqué suivant :

La vie de deux de nos camarades de la Résistance chilienne est en danger :

- Carlos Bruit Gutierrez, qui a séjourné en France en tant que réfugié politique et est rentré au Chili en 1980 pour participer à la lutte de son peuple, a été arrêté le 9 mars par la DINA-CNI. Selon la loi antiterroriste, il a été gardé 20 jours au secret, ce qui signifie 20 jours de tortures, et est considéré, actuellement, comme disparu.

- Guillermo Rodriguez Morales a été arrêté le 16 août 1981 et jugé le 9 octobre par un conseil de guerre, siégeant maintenant de façon permanente. Il a été condamné à la prison à vie et incarcéré à la prison publique de Santiago. Le 8 décembre, il a été empoisonné, ainsi que ses six compagnons de cellule. Grâce à l'action de la solidarité internationale, notamment celle de la France, sa vie a pu être momentanément sauvée; mais le 15 mars, sa famille nous informait que son état est de nouveau alarmant. La direction de la prison refuse l'accès de l'infirmerie à des médecins extérieurs et l'hospitalisation du malade.

Nous vous demandons d'intervenir de toute urgence pour que la vie de nos deux camarades soit sauvée, en

- envoyant des télégrammes, des aérogrammes de protestation à Sr. Sergio Fernandez - Ministro del Interior - Palacio « La Moneda » Santiago, Chili.

- en permettant, par votre participation financière (à adresser au Comité Chili - CCP Marseille 6537 56 U), que nos camarades puissent bénéficier du soutien d'un avocat.

NB : La répression a de nouveau frappé une quarantaine de personnes le 31 mars, arrêtées lors d'une manifestation organisée à Santiago par la Coordination nationale syndicale, sous le slogan « Marche de la Faim ».



un mois de lutte

Les hommes de main de la direction derrière les grillages de Citroën



Devant l'usine d'Aulnay, un des délégués licenciés s'adresse à ses camarades.



« Les Citroën », le 1^{er} mai dans le cortège CGT



Gala de solidarité dimanche 23 mai : les travailleurs reconduisent la grève.



Les revendications des « Citroën »



Conférence de presse devant la Maison de la Radio : un délégué dénonce le « système » Citroën